

M-A, Jim, (Gus), Jack, B/C  
Peter S, Mike B

Paris, le 28 / 78.

Cher Camarade,

Je te fais parvenir pour information le texte par lequel huit membres de la direction nationale de la LCR saisissent le Comité Central de la demande de rupture de l'accord électoral passé avec les CGA et l'OCT et de l'organisation d'une campagne politique autonome de la LCR en défense de son programme propre et sur l'axe de la lutte pour l'unité et l'indépendance ouvrières.

Salutations trotskistes.

Nemo.

Nemo

à Jack Barnes  
New-York.

Lettre au Bureau Politique.

Nous vous adressons le texte ci joint afin que vous discutiez des propositions qu'il avance en conclusion.

Sur la base de celles ci, nous pensons qu'il est indispensable que se tienne une réunion du Comité Central afin de se prononcer sur elles, avant l'ouverture de la phase la plus active de la Campagne législatives et avant le dépôt définitif des candidatures (c'est à dire le 4 ou le 10 février au plus tard).

Nous vous demandons en conséquence que le texte ci joint soit immédiatement porté à la connaissance des membres du CC et que ceux ci soient consultés en urgence à propos de la convocation anticipée du CC qui selon l'article 13 C des statuts peut se faire avec l'accord d'un tiers d'entre eux.

Salutations trotskystes.

Le 26 janvier

Da Silva, Justine  
Krasno, Letourneau, Nemo, Seldjouk, Ulysse, Verdi

POUR LA DENONCIATION DE L'ACCORD LCR-OCT-CCA,  
Pour une campagne de la LCR en défense de l'unité et de l'indépendance ouvrières.

La gravité de la situation politique dans laquelle se trouve l'organisation à la veille de la phase finale de la préparation des législatives nous amène à formuler les remarques suivantes qui débouchent sur la proposition de mesures d'urgence soumises immédiatement à la décision du CC.

1. Les développements récents de la crise politique française -dominés par l'approche de ~~l'~~ l'échéance électorale et l'aggravation de la division des partis ouvriers- ont donné lieu à d'importants débats d'orientation au sein de notre organisation.

En tant que membres du CC, nous avons été amenés à exprimer des divergences non négligeables à l'égard de la ligne adoptée par la majorité de la direction. Nous avons affirmé qu'il était superficiel et faux d'analyser l'évolution des rapports entre PC et PS comme une "polémique bien contrôlée" entre partenaires "condamnés à s'entendre" de même qu'il était -et reste- superficiel et faux de réduire les objectifs de la politique de division du PCF à "une volonté de rééquilibrage électoral" ou à la recherche de "garanties pour aller au gouvernement".

Par ailleurs, alors qu'à la veille de l'échéance électorale, division et collaboration de classe redoublaient leurs effets au détriment de l'unité de combat de la classe ouvrière, nous avons souligné combien "l'axe" que la majorité du CC a, pendant plusieurs mois, tracé à l'activité politique de l'organisation (à savoir la volonté de "s'insérer" dans le pseudo "débat programmatique" qui servait de couverture à la politique de division) était inadapté ; au contraire, nous avons à plusieurs reprises indiqué que, selon nous, l'essentiel de notre agitation et de notre propagande devait, dans la situation présente, se centrer sur l'exigence immédiate de l'unité politique de la classe ouvrière et de ses organisations, contre la division, contre toutes les formes de collaboration de classe, comme condition nécessaire de la satisfaction des revendications et à la rupture avec l'ordre capitaliste. C'est de ce point de vue, que nous avons, une fois de plus, proposé de combiner une agitation sur les axes principaux de notre programme et une lutte agitative pour la victoire électorale des partis ouvriers au second tour, pour un vote de classe et pour la formation d'un gouvernement du PC et du PS sans ministres représentant des partis bourgeois (sans mettre à cette dernière exigence immédiate d'autre préalable programmatique que la rupture politique avec les demi-cadavres de la bourgeoisie.)

Enfin, cette démarche nous a conduit à refuser, dès le départ, la perspective d'une campagne "unitaire" des "révolutionnaires" ainsi que l'accord conclu en application de cette orientation avec l'OCT et les CCA ; nous avons en effet considéré que les divergences existants avec nos partenaires éventuels sur la nature de classe des divers partis et de l'Union de la Gauche, la consigne de vote au second tour, la compréhension de la lutte pour le front unique et le

gouvernement ouvrier condamnaient par avance tout accord de ce type à créer la confusion sur les questions décisives et ne pouvait en conséquence qu'affaiblir considérablement l'expression politique du programme propre de la LCR.

2. Il serait de peu d'intérêt de rappeler ces divergences qui sont bien connues et qui prolongent des débats anciens (notamment sur la question de la "nouvelle avant garde" et de "l'unité des révolutionnaires" ainsi que sur l'analyse de l'Union de la Gauche en liaison avec la question du stalinisme et de la politique des fronts populaires), si les événements politiques de la période la plus récente - notamment depuis le dernier Comité Central - ne venaient reposer avec une acuité singulièrement aggravée les difficultés de l'organisation, y compris du point de vue de l'application de la ligne majoritaire dans ses rangs.

La conférence nationale du PCF a marqué une nouvelle étape de la division des rangs ouvriers. L'incertitude que les positions des staliniens font désormais peser sur l'issue politique des élections donne une actualité plus grande que jamais à une lutte concrète et conséquente pour l'unité politique de la classe ouvrière et de ses organisations. Mais cette situation fait également la démonstration concrète que les contradictions inhérentes à la ligne adoptée par la majorité du CC condamnent aujourd'hui notre organisation à l'impuissance ou à l'incohérence dans son activité politique.

Nous considérons pour notre part que, malgré toutes les confusions dont elles restent entachées au niveau de l'analyse et de la formulation, un certain nombre de prises de position récentes de la majorité du CC constituent une progression partielle par rapport à l'état antérieur des débats et pourraient donner aujourd'hui un point de départ pour que l'organisation recentre son activité politique extérieure sur les problèmes qui sont aujourd'hui décisifs. C'est ainsi que nous avons appuyé sans réserve l'orientation pour un vote de classe au second tour (excluant tous les candidats bourgeois, y compris radicaux et gaullistes de gauche).

De même, tout en critiquant la confusion dont s'entoure sa mise en avant (multiplication des préalables programmatiques) et le faible écho qui lui est donné en pratique, nous considérons que l'adoption dans la "plate forme" de la LCR d'une formule gouvernementale désignant explicitement les responsabilités du PC et du PS, constitue une avancée par rapport aux diverses formules "algébriques" utilisées naguère et pourrait permettre de tracer l'axe d'une alternative immédiate à l'Union de la Gauche, dans son double aspect de division des rangs ouvriers et de collaboration politique avec les forces bourgeoises. Enfin, malgré l'analyse erronée qui reste faite des fondements et des objectifs de la politique du PCF, nous avons accueilli la prise de position du dernier CC défendant l'exigence d'un désistement immédiat et sans condition pour le candidat ouvrier le mieux placé, comme un pas en avant pour peu qu'elle fût suivie d'effets dans l'activité extérieure de l'organisation.

Malheureusement, dans le même temps, il apparaît de plus en plus clairement que l'engagement de notre organisation dans l'accord "Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs" constitue politiquement et organisationnellement, un obstacle absolu à ce que la LCR mène de façon effective, la bataille pour l'unité et l'indépendance ouvrières dont les prises de position rappelées ci-dessus expriment fut ce de façon confuse, la pressante nécessité.

En effet, il commence à être sévèrement démontré dans les

faits, que l'accord unitaire ne constitue ni "une avancée politique importante par rapport à la plate forme des municipales" ni "un instrument efficace dans les débats politiques avec les organisations qui l'ont signé" ni "un bon exemple de ce que peut et doit être une démarche unitaire éducative". En revanche, son existence et les conséquences qui s'y attachent, ne peuvent qu'entraver le développement effectif de la tâche définie par le dernier CC lorsqu'il parlait d'une "campagne menée par la LCR, sur son orientation; sur sa plate forme, avec notre démarche de front unique".

3. Cette démonstration est d'abord faite au plan de l'orientation politique, ou nul ne peut nier qu'il y a incompatibilité de fait entre la plate forme confusionniste de l'accord et une expression claire et conséquente des positions propres de la LCR. Plusieurs faits se chargent de la démontrer :

- la polémique qui s'est récemment développée dans l'OCT et la LCR, lors du meeting du 10 janvier puis dans les colonnes de Rouge, établit ouvertement qu'il n'y a strictement aucun accord politique entre nos deux organisations sur la bataille pour l'unité ouvrière et sur l'ensemble de ses implications pratiques aujourd'hui (consigne de vote, mot d'ordre de gouvernement, question du désistement). A Artous reconnaît lui même que "l'OCT refuse de batailler pour l'unité ouvrière à partir des instruments dont disposent actuellement les travailleurs". Mais comment peut il alors continuer à prétendre que l'accord constituerait "un bon exemple de l'unité d'action qu'il faut réaliser"?

De telles contorsions ne peuvent dissimuler la véritable nature de cet accord. Ce n'est pas comme le prétend la majorité de la direction, un accord qui étant "limité" marquerait une convergence "sur l'essentiel". C'est tout au contraire une formule tacticienne qui n'est politiquement unifiée que sur une base négative (exprimer la "défiance" vis à vis des "réformistes") et dont les participants n'ont d'accord sur aucune des questions concrètes aujourd'hui à l'ordre du jour. Cela s'appelle simplement un accord sans principe.

- Bien plus, même si dans le "débat unitaire" nous tentons de défendre nos positions propres sur les questions de "l'unité ouvrière" notre référence à l'accord nous conduit de fait à ne pas traduire celle ci dans une véritable activité de masse suivie et conséquente. C'est qu'en réalité celle ci ne pourrait que démontrer le caractère factice de la dite "unité des révolutionnaires". Ainsi, notre consigne gouvernementale est relativisée ; Avancée lors du meeting unitaire de lancement de la campagne sous la forme la plus confusionniste (JC Bernard opposant "gouvernement bourgeois" et "gouvernement auquel participeraient le PC et le PS") elle disparaît notamment de l'affiche centrale LCR publiée récemment qui se contente d'appeler de la façon la plus elliptique et synthétique à "voter pour l'unité ouvrière, pour les candidats de la LCR, pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs" sans tracer aucune perspective politique précise, même en ce qui concerne la question élémentaire du 2° tour. De même, Rouge n'a appelé de façon claire le PCF à s'engager au désistement immédiat et inconditionnel qu'à la veille et au lendemain de la Conférence nationale du PCF ; aucune campagne de masse n'est venue donner suite à cette prise de position (mise à part l'initiative prise sur Paris de diffuser par tract la position du CC) qui, dans les faits, est donc restée de pure forme.

- En faisant obstacle à la claire expression de notre programme, et à une bataille conséquente sur les tâches politiques de l'heure, l'accord unitaire limite objectivement le renforcement des positions de la SFQI et de ses liens avec les masses. Incapable de réaliser ce qu'en attendait la majorité (constituer un "pôle de référence unitaire évitant effectivement la "dispersion des candidatures d'extrême gauche") l'accord a pour conséquence principale de donner à l'OCT et aux CCA une

... que ces deux groupes de ... l'OCT était divi

importance démesurée par rapport à leur audience réelle et surtout par rapport à la confusion de leur ligne politique. On peut même affirmer que ces 2 groupes dont l'un au moins, l'OCT, était divisé politiquement au point de subir la scission d'un tiers de ses membres ont largement survécu dans la période récente grâce au fait que la LCR s'est employée à les constituer, de la façon la plus artificielle et au dépens de sa propre construction, comme "interlocuteurs privilégiés" de sa "politique unitaire", "l'instrumentalisation de la nouvelle avant garde".

Enfin, le carcan de la plate forme unitaire nous interdit de mener avec clarté et fermeté le combat vis à vis des diverses forces politiques extérieures à l'accord.

Ainsi, le fait d'être nous mêmes engagés dans un accord incapable de faire la clarté sur des questions aussi décisives que le vote de classe au 2° tour ou la nature du PS nous place, quelles que soient nos positions propres sur telle ou telle question, dans la plus fautive des positions pour polémiquer avec le PSU ou LO. Nous sommes conduits à prendre comme principal angle d'attaque leur attitude "anti unitaire" vis à vis de "l'extrême gauche" (ce sur quoi ils ont beau jeu de nous répondre), sans pouvoir mener efficacement le combat contre leur attitude sur les questions décisives (la lutte pour le front unique, contre l'union de la gauche) puisque dans le même temps, nous entretenons toutes les confusions à travers notre alliance avec l'OCT. Cette attitude qui consiste de fait à faire passer la recherche de "l'unité des révolutionnaires" avant la clarté programmatique et politique nous a conduits à un comportement particulièrement absurde vis à vis du PSU. Alors que sous le voile "autogestionnaire", cette force, sans faire référence au programme commun, est totalement engagée dans la politique de front populaire et joue de plus en plus directement un rôle de force d'appoint du PCF dans sa politique de division, nous avons cru pouvoir combiner la critique centrale de ces positions et une tactique unitaire menée au plan local en ne mettant à celle-ci que des conditions formelles (sigles, etc...) ou négatives (critique du programme commun), conditions bien insuffisantes pour sanctionner la rupture avec les positions nationales du PSU qui seule permettrait d'envisager la possibilité d'une campagne menée en commun.

L'une des conséquences de cette orientation sans principe aura été de précipiter la rupture avec l'organisation d'une quinzaine de militants de Rouen qui ne se seront rendus coupables que de s'en être faits les applicateurs trop zélés en mettant sur pied localement une "convergence autogestionnaire" qu'ils ont, en définitive, préféré à la LCR.

Notre démarche vis à vis du PCR- outre l'intérêt disproportionné qu'à la suite de l'OCT nous avons cru devoir accorder à cette secte mao stalinienne- a souffert de la même faiblesse de départ. L'insistance mise pour l'appeler à rejoindre l'accord unitaire ne pouvait se faire qu'au nom de celui-ci. Ainsi, les enjoignant à abandonner leur consigne abstentionniste, nous les appelions de fait à prendre la position de l'accord, d'est à dire en réalité, celle de l'OCT : le vote "réformiste". Au lieu de combattre le PCR au nom du front unique et du vote de classe, nous nous sommes employés de fait à voter pour l'Union de la Gauche, comme un moindre mal. Enfin, notre engagement dans "l'accord unitaire" nous a interdit et nous interdit toujours d'avoir une attitude responsable et offensive vis à vis des positions politiques de l'OCT et des propositions qu'elle a adressé à notre organisation.

C'est en fait en faisant un préalable de l'acceptation du cadre unitaire et non pas sur une argumentation politique que la direction a balayé d'un revers de main la proposition d'une campagne trotskyste unifiée au moins sur les principales questions politiques de

→ l'appelle  
2

l'heure.

Quant au fond, une polémique entièrement centrée sur le thème de "l'unité à tout prix" a perdu l'essentiel de son mordant dès lors que le CC a dû reconnaître que c'est bien "unconditionnellement" que devait être posée, face aux forces bourgeoises, la question du désistement ouvrier. Par ailleurs; les propres carences de l'organisation lui ont interdit de critiquer efficacement ce qui, fait la faiblesse réelle de la campagne de l'OCI : sa nette relativisation du mot d'ordre gouvernemental au cours de la période récente, ainsi que de la question des radicaux (que ce soit lors de l'ouverture de la crise de l'UG ou face au problème des "35 circonscriptions".

4. De même qu'elle tente de dissimuler a posteriori le caractère politiquement imprincipiel de l'accord unitaire en forgeant la catégorie hybride "d'accord politique de répartition" (plus qu'un accord de répartition, moins qu'un accord politique...); la majorité de la direction a tenté d'établir un introuvable "équilibre" au plan des implications organisationnelles de l'accord et de ses conséquences pratiques sur la conduite de la campagne. Ainsi, le dernier CC a affirmé que celle-ci sans pouvoir être "unifiée" devait être "unitaire" et que, dans ce cadre, il était possible et souhaitable de combiner une "campagne d'organisation" sur nos positions propres avec l'expression pratique de ce qui est censé faire "l'accord des révolutionnaires" et justifier leur "vote réciproque".

Le début de mise en pratique de cette orientation au cours des trois dernières semaines manifeste au grand jour le caractère contradictoire et inapplicable en pratique de cette tentative pour "manger la chèvre et le chou". Celle-ci conduit dans les faits à une paralysie politique et organisationnelle, qui, si le cours des choses n'est pas radicalement renversé, tendra à s'aggraver encore par une soumission croissante aux pressions "unitaristes". Plusieurs questions d'organisation de la campagne illustrent très concrètement le processus qui est déjà engagé en ce sens.

L'examen du résultat de l'accord du point de vue de la stricte répartition des circonscriptions est déjà suffisamment éloquent en ce qui concerne les conditions pratiques dans lesquelles est censé être menée la campagne "propre" de la LCR.

La politique tacticienne et localiste pratiquée vis à vis du PSU et de la nébuleuse autogestionnaire se sanctionne par la prolifération des "regroupements locaux" les plus divers dont Rouge salue la naissance en leur apportant le soutien politique de la LCR. Au total on peut déjà recenser près d'une dizaine de combinaisons de ce type, à La Roche sur Yon, à Pau (comité unitaire autogestionnaire, soutenu par la LCR) à Neuilly Plaisance (comité autogestionnaire 93, soutenu par la LCR) à Montrou (candidat VVAP soutenu par la LCR) à Bordeaux, à Reims, à Nantes, au Puy, à Lons le Saunier, à Oloron, à Mauléon (VVAP-LCR)... Imagine-t-on ce que seront les positions de notre organisation sur l'unité et l'indépendance ouvrières ou son combat pour le vote de classe et le gouvernement ouvrier, telles qu'ils seront réfractés à travers de telles candidatures composites?

Se pose aujourd'hui avec toute son acuité pratique, la question des "candidatures panachées" (candidat de la LCR et suppléant d'une autre organisation, ou l'inverse). Le recours à une telle formule est, en principe, comme en pratique, contradictoire avec l'affirmation selon laquelle, malgré la référence à l'accord unitaire, la campagne ne devrait pas être politiquement "unifiée" mais rester une "campagne d'organisation". C'est cette appréciation de bon sens qui a conduit une

forte minorité du dernier CC à refuser d'emblée toute formule de "panachage". Ne pouvant nier le caractère confusionniste d'une telle formule, la majorité du CC a tenté d'en minimiser la portée. Le rapporteur soulignait ainsi en ce qui concerne l'OCT que "nous visons à régler les problèmes par une pratique de répartition et non de panachage. Cela pour une raison politique simple. Nous n'avons pu parvenir à un accord politique justifiant une campagne commune parce que les désaccords sur la bataille pour l'unité ouvrière étaient trop importants. Nous ne réglerons donc pas ce problème localement." En contradiction ouverte avec cette vigoureuse affirmation, il concluait cependant qu'il faudrait recourir néanmoins au "panachage" là où "nous n'arriverons pas à imposer la répartition à l'OCT" tout en affirmant qu'il ne s'agirait que de "quelques cas, une dizaine sur 250". En réalité, le bilan est nettement plus inquiétant : si les "panachages" ont pu être évités sur Paris, c'est au total près de 25 candidatures qui sont d'ores et déjà "panachées", dont une vingtaine avec l'OCT, auxquelles s'ajoutent une dizaine de cas "encore en discussion". Les problèmes posés pour l'expression des positions propres de l'organisation sont suffisamment sérieux dans de telles situations pour que d'importantes protestations aient déjà pu être adressées à la direction de la part d'instances locales, comme c'est le cas par exemple à Créteil ou à Gennevilliers.

- La question des "comités" de campagne révèle la même contradiction fondamentale entre le carcan de "la politique unitaire" et la volonté de faire une "campagne d'organisation" et traduit les mêmes glissements de la part de la direction. Celle-ci prétend défendre la conception selon laquelle ces comités seraient des comités de soutien "au candidat" en tant que tel et se définiraient en référence à ses positions politiques propres ; elle ajoute même que la campagne doit être l'occasion de renforcer nos structures sympathisantes". Très bien. A part qu'une telle position est absolument intenable à partir du moment où l'on s'est engagé dans un accord qui, s'il ne prétend pas fonder une campagne "unifiée", suppose qu'il y a un accord suffisamment significatif pour que toutes les organisations appellent à un vote préférentiel pour les candidats se réclamant de la plate-forme unitaire. Comment refuser à des organisations d'être activement partie prenante d'un "comité de soutien" alors même que l'accord les engage à soutenir politiquement et électoralement le candidat? A partir d'une telle contradiction, la majorité de la direction ne peut, bien sûr, que céder de plus en plus de terrain sous les pressions unitaristes et "comitardes" de nos partenaires "privilegiés". C'est ainsi que les "comités de soutien à nos candidats" dont parle la résolution du dernier CC deviennent, dès lors qu'il s'agit de "répondre aux CCA" des "comités unitaires de campagne" dont on dit à la fois qu'ils "organiseront initiatives militantes et débats unitaires" et qu'ils "travailleront au consensus". Comment prétendre qu'il n'y aura pas, dans un tel cadre, "campagne unifiée"? Comment croire surtout qu'une campagne ainsi structurée pourrait permettre à la LCR de prendre effectivement les initiatives de masse nécessaires pour illustrer en pratique notre conception de l'unité ouvrière? Est-ce avec de tels "comités unitaires de campagne", en "travaillant au consensus" avec l'OCT que nos candidats vont pouvoir engager par exemple la lutte contre l'abandon de circonscriptions aux radicaux (PS) ou aux gaullistes (PCF)? Pour le désistement inconditionnel au 2<sup>o</sup> tour? pour l'application rigoureuse du principe du vote de classe?

LES MESURES D'URGENCE QUI S'IMPOSENT

Au vu de tout ce qui précède, nous pensons que la situation présente exige des mesures d'urgence qui devraient être prises par delà toutes les divergences d'analyse et d'orientation, afin de permettre à l'organisation de répondre effectivement aux responsabilités irremplaçables qui sont celles ces militants de la IV<sup>e</sup> internationale dans la phase présente de la crise politique française.

1. Dénoncer publiquement son soutien à l'accord "Pour le socialisme le pouvoir aux travailleurs" qui constitue, de plus en plus clairement un obstacle politique à notre campagne propre pour l'unité et l'indépendance ouvrières.

2. Présenter ses propres candidats d'organisation au moins dans les circonscriptions qui ont déjà été allouées à la LCR dans le cadre de l'accord de répartition. En conséquence, la LCR appellera à voter au 1<sup>er</sup> tour pour ses propres candidats et pour eux seuls là où elle en présente et pour les candidats des organisations ouvrières là où elle ne se présente pas.

3. Arrêter un nouveau plan de campagne définissant les divers moyens d'agitation et de mobilisation (presse, tracts, meetings, pétitions) nécessaires pour développer largement les positions propres de l'organisation telles qu'elles ont été arrêtées par les précédents CC et telles qu'elles s'expriment à titre principal dans la "plate forme de la LCR pour les législatives" et dans la "déclaration" du CC prenant position sur la question du désistement au 2<sup>e</sup> tour.

Cette réorientation est aujourd'hui une exigence vitale pour la SFQI. Il en va de la capacité élémentaire de l'organisation à défendre son propre programme et ses propres positions politiques au cours de la campagne des législatives.

Da Silva, Justine  
Krasno, Letourneau, Nemo, Seldjouk  
Ulysse, Verdi

A destination des membres du CC  
Copie au SU pour information.

Le 26 janvier 1978